



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

EVOLUTION DES SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX

Expérience du Cameroun

Présenté par :

Joseph TEDOU, Directeur Général

NEW YORK, FEVRIER 2007

TABLE DE MATIERES

1. INTRODUCTION	3
2. BREVE PRESENTATION DU CAMEROUN	3
3. LA SITUATION DE LA STATISTIQUE	4
3.1 Historique de la statistique au Cameroun.....	4
3.2 Organisation du Système National d'Information Statistique.....	5
3.3 Les Ressources humaines.....	6
3.4 Les Ressources financières.....	7
4. LA STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE (SNDS)	8
4.1 Le programme triennal des opérations statistiques 2003 à 2005	8
4.2. Le dispositif statistique pour le suivi et l'évaluation de la pauvreté et des OMD.....	8
4.3 La stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS)	9
5. LA PRODUCTION STATISTIQUE	9
5.1 L'évolution de la production	9
5.2 Les enquêtes et études périodiques ou ponctuelles	10
6. LES BESOINS, LES DEFIS ET LES CONTRAINTES	10
6.1 Les Besoins du SNIS.....	10
6.2 Les défis et les contraintes	10
7. LA CONCLUSION Et LES PERSPECTIVES	11
7.1 Le rôle de l'État.....	11
7.2 L'Appui attendu des partenaires au développement.	11
7.4 Les actions prioritaires	12

ANNEXES

Annexe 1 : Indicateurs économiques et sociodémographiques de suivi/évaluation du DSRP et des OMD

Annexe 2 : Catalogue des publications

1. INTRODUCTION

A l'occasion de la célébration du 60^{ième} anniversaire de la Commission Statistique de l'ONU, la délégation du Cameroun est heureuse de participer au présent séminaire de haut niveau et de partager avec les autres délégations l'expérience de son pays. Nous saisissons cette occasion qui nous est ainsi offerte pour adresser à Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU et à toute son équipe, les remerciements du Gouvernement camerounais pour tous les efforts déployés depuis lors pour le développement de la statistique dans les pays membres, en particulier au Cameroun à travers les agences des Nations Unies qui y sont représentées.

Notre contribution s'articule autour de cinq points à savoir la situation générale de la statistique au Cameroun, la stratégie de développement en cours, la production statistique, les besoins et les contraintes auxquels le système fait face et enfin une conclusion et les perspectives. Nous avons cru devoir commencer par une brève présentation du Cameroun.

2. BREVE PRESENTATION DU CAMEROUN

Situé dans le golfe de Guinée, le Cameroun s'étire vers le Nord jusqu'au Lac Tchad, formant un triangle de 475 650 km² de superficie. Il partage les frontières avec le Nigeria, le Tchad, la Centrafrique, le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale. Sa géographie physique et humaine est très diversifiée au point que le Cameroun est souvent qualifié d'Afrique en miniature. Le français et l'anglais sont les langues officielles et la capitale politique est Yaoundé.

Indépendant depuis le 1^{er} janvier 1960, la Constitution en vigueur date de 1996 et consacre la séparation des pouvoirs entre l'Exécutif assuré par le Président de la République et Chef de l'Etat, le Législatif assuré par le Parlement et le Judiciaire assuré par la Cour Suprême.

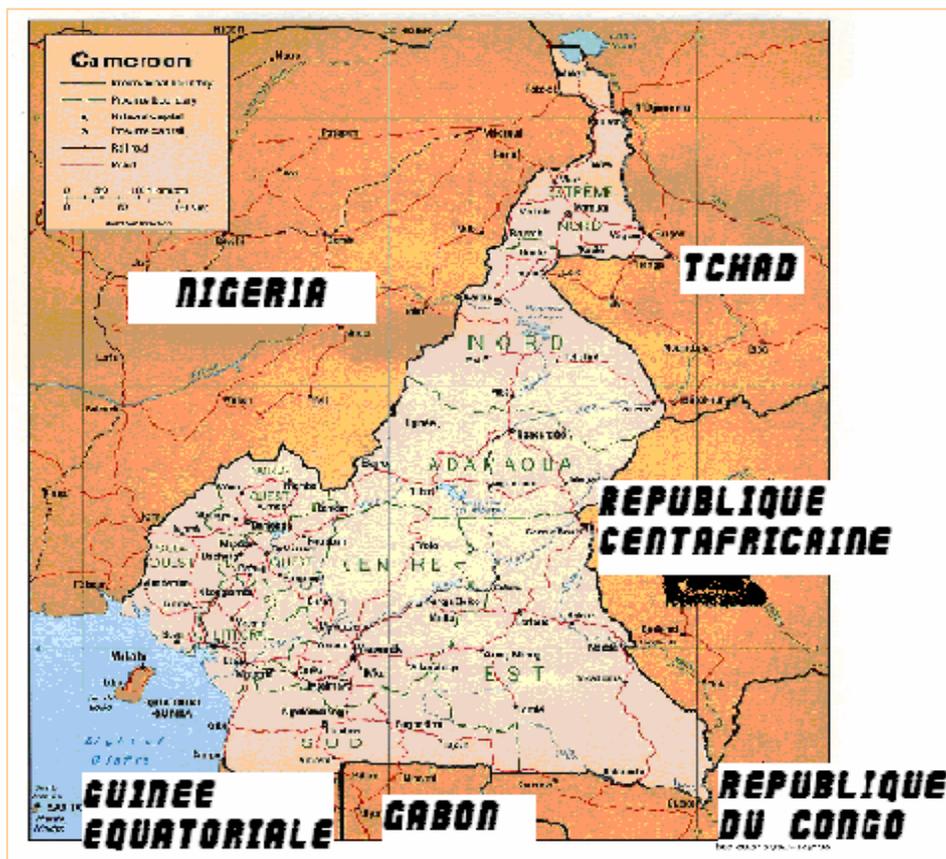
Du type jeune, la population est estimée en 2005 à environ 17 millions d'habitants¹. Elle est à près de 64% composée des jeunes de moins de 25 ans et à environ 51% des femmes. Le taux de croissance annuel de la population atteint 2.8%. Avec un indice de 4,5 enfants par femme, la fécondité demeure élevée. Le taux de mortalité infantile est de 74 pour 1000 naissances vivantes, le taux de mortalité infanto juvénile est de 144 pour 1000 naissances vivantes et le taux de mortalité maternelle est 669 pour 100 000 naissances vivantes. Le taux d'urbanisation est estimé à 54,6%. Le Cameroun se caractérise par une riche diversité culturelle représentée par plus de 230 ethnies réparties en grands groupes. L'enseignement primaire est obligatoire. Le taux d'alphabétisation de la population est estimé à 81,1 % en 2005.

De 4,2% en 2000, le taux de croissance du PIB est estimé à 2,2% en 2005 et projeté à environ 4,3% en 2006. La structure du PIB est de 20,3% pour le secteur primaire, 32,3% pour le secteur secondaire, et 39,5% pour le tertiaire ; les impôts et taxes représentant 9,1%. Cette croissance économique repose toujours sur le secteur primaire et le secteur tertiaire. Le sous secteur pétrolier est quelque peu en perte de vitesse en raison de l'épuisement des puits en exploitation. Les sources potentielles de croissance sont le secteur agricole, les industries extractives, les bâtiments et travaux publics, l'industrie touristique et les services marchands.

Sur le plan social, les indicateurs économiques et sociodémographiques montrent que le Cameroun rencontre, malgré des efforts fournis par le Gouvernement, d'importantes difficultés pour assurer des conditions de vie

¹ Les résultats du 3^{ème} RGPH réalisé en fin 2005 seront bientôt disponibles.

satisfaisantes à toutes les couches de la population. En effet, 2 camerounais sur 5 en 2001² vivent en dessous du seuil de pauvreté estimé à 232 547 FCFA par équivalent adulte et par an. Grâce à ses ressources propres et aux ressources de l'initiative d'allègement de la dette publique des pays pauvres très endettés, le Gouvernement met en œuvre des réformes ambitieuses visant à renverser la tendance et à mettre le pays sur le chemin d'une croissance forte et durable, fondée sur deux axes majeurs à savoir la redynamisation du secteur privé et la réduction de la pauvreté. La bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et les détournements de la fortune publique sont également des grands axes de la politique gouvernementale.



3. LA SITUATION DE LA STATISTIQUE

3.1 Historique de la statistique au Cameroun

Quelques dates repères ont marqué l'évolution institutionnelle de la statistique au Cameroun. L'année 2001 marque un tournant important dans l'évolution institutionnel de la statistique. C'est en effet en avril 2001 que le Gouvernement a créé l'Institut National de la Statistique. Les principales dates repères sont :

- ☞ 1946, création du Service Local de Statistique Générale à Douala ;
- ☞ 1952, création du Service Général de Statistique et de Mécanographie à Douala ;
- ☞ 1957, création du Service Général de Statistique et de Mécanographie, Yaoundé ;
- ☞ mai 1967, création de la Direction de la Statistique Générale et des Comptes Économiques ;
- ☞ Novembre 1967, création de la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale ;

² Selon les résultats de la deuxième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM II).

- ☞ 20 avril 2001, création de l'Institut National de la Statistique, Etablissement Public Administratif doté d'une autonomie financière et disposant d'un conseil d'administration.

Le Décret portant création de l'INS précises ses principales missions qui sont :

- La coordination des activités du Système National d'Information Statistique ;
- La production des données et des indicateurs statistiques nécessaires à la gestion économique et sociale ;
- La conservation des fichiers des recensements et enquêtes réalisés par les administrations publiques et les organismes subventionnés ou contrôlés par l'Etat ;
- Le développement des sciences statistiques et de la recherche économique relevant de sa compétence, la promotion de la formation du personnel spécialisé pour le fonctionnement du SNIS ;
- La coopération statistique.

3.2 Organisation du Système National d'Information Statistique

Le Système National d'Information Statistique (SNIS) regroupe l'ensemble des structures qui interviennent dans la production, la publication, la diffusion et l'utilisation de l'information statistique. La coordination du fonctionnement du SNIS camerounais est assurée par l'Institut National de la Statistique. L'INS assure l'application des grandes orientations prises par l'organe d'orientation des activités qu'est le Conseil National de la Statistique (CNS). Le SNIS est de type décentralisé avec en plus de l'INS, le Bureau central de Recensement et d'Etudes de Population (BUCREP) et des services statistiques régionaux et des services statistiques dans les administrations sectorielles.

Sur le Plan réglementaire, le SNIS est régi par :

- ☞ La Loi n° 91/023 du 16 novembre 1991 relative aux recensements et enquêtes statistiques ;
- ☞ Le décret n° 93/407/ PM du 07 mai 1993 fixant les modalités d'application de la loi de 1991 relative aux recensements et enquêtes statistiques. Ce Décret porte également création du Conseil National de la Statistique (CNS) et institue aussi le visa statistique.
- ☞ le Décret présidentiel 2001/100 du 20 avril 2001 portant création et fonctionnement de l'Institut national de la Statistique (INS).

Sur le Plan institutionnel, le SNIS est organisé autour :

- ☞ du Conseil National de la Statistique, organe consultatif du gouvernement en matière statistique avec compétence sur la coordination et le contrôle de l'activité statistique;
- ☞ l'Institut Nationale de la Statistique avec 10 Agences provinciales ;
- ☞ les Services Statistiques dans les Administrations Sectorielles ;
- ☞ d'autres agences spécialisées, notamment le Bureau Central de Recensement et des Etudes de Population (BUCREP) ;
- ☞ les universités, les grandes écoles et les centres de recherches ;
- ☞ les bureaux d'étude privés ;
- ☞ les organisations patronales et professionnelles du secteur privé.

Les trois derniers groupes d'acteurs ne sont pas régis par les obligations en matière de statistiques officielles.

Les ministères techniques disposent en général d'un service statistique dont le rattachement organique dépend de l'importance du secteur. Le faible engagement de la plupart des responsables techniques de ces services et l'insuffisance des moyens les handicapent dans la production.

3.3 Les Ressources humaines

L'ensemble des ressources humaines du SNIS camerounais a été réparti suivant la catégorie professionnelle et les écoles de formation :

Trois principales écoles de formation selon les traditions francophones assurent la formation des personnels des corps des statisticiens et démographes.

- Deux écoles de statistique à savoir l'Institut Sous Régional de Statistique et d'Economie Appliquée (ISSEA) de Yaoundé et l'Ecole Nationale de la Statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan qui forment :
 - Les Techniciens supérieurs de la statistique TSS (BAC + 2)
 - Les Ingénieurs d'application de la statistique IAS (BAC + 4)
 - Les Ingénieurs statisticiens économistes ISE (troisième cycle)
- L'Institut de Formation et de Recherche et Démographie (IFORD) qui forme les démographes, (DESS en démographie).

Depuis peu, l'ouverture des filières dans les universités pour combler le déficit en matière d'offre de ressources humaines par rapport à la demande croissante.

L'INS a réalisé en août 2004 un recensement des statisticiens et démographes en activité dans les administrations publiques, parapubliques et le secteur privé.

Les ressources recensées sont constituées de tous les statisticiens et démographes formés dans les différentes écoles tant nationales qu'étrangères et qui sont en activité au Cameroun dans le secteur public ou privé. Ont également été pris en compte, les personnels non statisticiens exerçant dans les structures en charge de la production statistique.

Tableau 1: Répartition des ressources humaines du SNIS suivant le sexe et la qualification

Sexe	Diplômées en statistique ou démographie		Ensemble des ressources humaines du SNIS	
	Effectif	(%)	Effectif	(%)
Féminin	45	11,7	79	14,8
Masculin	340	88,3	456	85,2
Total	385	100,0	535	100,0

Source : INS, Recensement des statisticiens et démographes 2004

Pour l'ensemble des ressources humaines du SNIS, l'analyse selon l'âge révèle que:

- ◆ la moyenne d'âge est de 41 ans ; environ 18% du personnel du SNIS ont moins de 30 ans ; 37% ont entre 30 et 44 ans et 45% ont 45 ans ou plus.
- ◆ En 2004, 79 femmes ont été recensées parmi les ressources humaines du SNIS. Ce qui représente une proportion de 15%. La moyenne d'âge des femmes est de 42 ans.
- ◆ 72% des personnels (dont 12% des femmes) sont dotés d'un diplôme en statistique ou en démographie ; parmi les 28% restant, certains ont acquis des compétences remarquables sur le tas.

3.4 Les Ressources financières

La situation des ressources financières affectées aux opérations statistiques en général au Cameroun peut être appréhendée pour l'essentiel à travers le budget de l'Etat d'une part, et les financements des projets de coopération d'autre part. Sur fonds propres (hors financements extérieurs), le budget de l'INS est en constante augmentation, traduisant ainsi la volonté des autorités de permettre à l'INS de mettre en œuvre son programme de travail. Ces ressources sont encore insuffisantes au regard des besoins exprimés par tous les utilisateurs. Les appuis des partenaires au développement à la réalisation de certaines activités, surtout de production statistique, sont très importants. Toutes les grandes opérations de collecte des données d'envergure nationale) ont en effet été majoritairement financées par les bailleurs de fonds extérieurs.

Tableau 2 : Évolution du budget de l'INS – Montant en millions FCFA

	BUDGET DE FONCTIONNEMENT HORS SALAIRE ³	Investissement (BI''P)	Total
1999 /2000	43,4	222,8	266,2
2000/2001	52,1	458,0	510,1
2001/2002	72,6	372,4	445,0
2002 (juil. – déc.)	42,3	164,0	206,3
2003	85,8	534,4	620,2
2004	59,8	450	509,8
2005	124,2	346	470,2
2006	81,9	500,0	581,9
2007	245,0	1 400,0	1 645,0

Source : INS

Tableau 3 : Sources de financement de quelques grandes opérations depuis 2000

Opérations	Année	Échantillon	sources de financement
MICS III	2006	9856 ménages	Cameroun/UNICEF
RGPH3	2005	Tous les individus éligibles	Cameroun/UNFPA/Fonds PPTE
EESI	2005	8 500 ménages	Cameroun/AID/France/ACBF
ESA	2005	840 ménages	UNICEF
PETS 1& 2	2004	1512 ménages	Cameroun/Banque Mondiale
EDSC-III	2004	10 462 ménages	Cameroun/USAID /AID/ UNICEF/UNFPA
EBA	2003	4900 ménages	UNICEF

³ Les salaires versés au personnel de l'INS sont générés par le Ministère chargé des finances.

CAVIE	2002	14 968 ménages	France
ECAM II	2001	10 992 ménages	Cameroun/AID/Union Européenne
MICS II	2000	4 260 ménages	Cameroun/UNICEF
EDM	2000	2000 ménages	Coopération française

Source : INS

4. LA STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE (SNDS)

Le Gouvernement a décidé d'élaborer une stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) qui sera assortie d'un cadre budgétaire à moyen terme (CDMT). Cette SNDS intégrera le dispositif statistique comprenant un programme statistique glissant triennal mis en place depuis 2003 pour assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté et des objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

4.1 Le programme triennal des opérations statistiques 2003 à 2005

Les principales caractéristiques de cette programmation sont les suivantes :

- Une approche glissante d'année en année ;
- trois groupes d'opération selon les degrés de priorité de mise en œuvre des opérations ;
- une programmation assortie des coûts estimatifs (sources de financement identifiées), agence d'exécution et des dates de réalisation.

4.2. Le dispositif statistique pour le suivi et l'évaluation de la pauvreté et des OMD

Ce dispositif se distingue par :

- un plan de développement statistique à moyen terme assorti d'un plan d'action et d'un calendrier indicatif;
- il est établi après une large concertation entre producteurs et utilisateurs des statistiques ;
- il a aussi pour but de faciliter une intégration économique plus poussée et par conséquent en cohérence avec le programme statistique minimum commun (PROSMIC) des pays membres d'AFRISTAT et le programme statistique d'appui à la surveillance multilatérale au sein des pays membres de la CEMAC.
- il nécessite la mise en place d'un système d'information structuré et cohérent permettant de produire des indicateurs pertinents permettant de:
 - suivre la mobilisation et l'utilisation des ressources;
 - apprécier l'état d'exécution financière et physique des projets;
 - mesurer les résultats obtenus ;
 - mesurer les progrès par rapport aux OMD ;
 - apprécier l'impact des politiques et stratégies mises en œuvre sur les conditions de vie des populations.

Le dispositif comporte six parties:

- ❖ Une fiche de production présentant les capacités statistiques actuelles et les projets en cours;
- ❖ une liste des indicateurs pour le suivi du DSRP et des OMD;

- ❖ un document du dispositif statistique;
- ❖ une fiche du programme de renforcement des capacités statistiques sectorielles;
- ❖ des coûts indicatifs et des sources de financement déjà identifiées ;
- ❖ une liste des principales recommandations.

4.3 La stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS)

Les principales caractéristiques de la SNDS en cours d'élaboration sont les suivantes :

- Elle est conçue pour compléter et pérenniser le dispositif de suivi et d'évaluation du DSRP et des OMD ;
- Elle utilise l'approche gestion axée sur les résultats, selon des niveaux de priorité ;
- Elle est le cadre de référence pour le développement de l'activité statistique ;
- Elle vise à renforcer la programmation des activités et à coordonner la recherche des financements en s'appuyant sur un cadre de dépenses à moyen terme (CMDT).

5. LA PRODUCTION STATISTIQUE

5.1 L'évolution de la production

✓ Sur le plan quantitatif

Tableau 4 : Évolution du nombre de publications statistiques de l'INS

ANNEE	1990	1995	1988	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
NOMBRE	16	20	30	36	36	40	57	57	38	60	64

Source : INS

✓ Sur le plan qualitatif

3.2. Les publications périodiques classiques

- Les comptes nationaux du Cameroun (base annuelle) ;
- l'évolution des prix à la consommation finale des ménages (bases mensuelle, trimestrielle et annuelle) ;
- le bulletin trimestriel de conjoncture (base trimestrielle) ;
- les statistiques du commerce extérieur (bases mensuelle, trimestrielle et annuelle) ;
- l'annuaire statistique du Cameroun ;
- le Cameroun en chiffres ;
- L'étude économique et financière des entreprises.

Tableau 5 : évolution du nombre de périodes

	ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PERIODES				
	1970	1980	1990	2002	2006
MENSUELS	12	12	12	24	24
TRIMESTRIELS	-	4	4	12	3
ANNUELS	1	1	1	6	2
TOTAL	13	17	16	42	29

Source : INS

5.2 Les enquêtes et études périodiques ou ponctuelles⁴

Elles sont réalisées à la demande du Gouvernement ou de ses partenaires ou sur proposition de l'INS. Elles sont généralement d'ordre socio-économiques. Il s'agit par exemple des enquêtes auprès des ménages (RGPH, ECAM, EDS, MICS, EESI, etc.) et des études régionales (ESA, EBA, Reporting national et provincial des OMD, etc.) ou ponctuelles (enquête sur le circuit de la dépense publique et la satisfaction des bénéficiaires⁵, contribution du secteur forestier à l'économie nationale).

6. LES BESOINS, LES DEFIS ET LES CONTRAINTES

6.1 Les Besoins du SNIS

Parmi les besoins pressants du SNIS, nous pouvons relever entre priorités :

- La Finalisation de la SNDS qui doit offrir un cadre de référence en matière de planification des ressources et de programmation des activités de l'ensemble du système statistique national ;
- l'amélioration des performances;
- l'utilisation des NTIC.
- Le renforcement des ressources humaines et matérielles. Une attention particulière doit être accordée à la formation d'un grand nombre d'agents afin de permettre aux cadres de s'occuper des activités de conception.

6.2 Les défis et les contraintes

Les principaux défis sont d'une part l'exigence de la qualité statistique, et d'autre part le respect du calendrier de publication. La satisfaction de la demande des utilisateurs dépendra de la capacité du SNIS à relever à moyen et long terme ces défis.

La principale contrainte actuellement identifiée est d'ordre financier : l'insuffisance des ressources financières et leur disponibilité à temps pour permettre de produire et publier suivant le calendrier arrêté.

⁴ Voir le catalogue des publications

⁵ Public expenditures tracking survey and beneficiaries satisfaction)

7. LA CONCLUSION Et LES PERSPECTIVES

7.1 Le rôle de l'État

Le rôle de l'État dans la stratégie nationale de développement de la statistique est réaffirmé dans la Déclaration de politique générale du Gouvernement et notamment le document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) qui en fait un axe stratégique transversal.

Dans le contexte actuel de démocratie, de l'instauration de la bonne gouvernance et de la transparence, de lutte contre la pauvreté et de consolidation d'une croissance économique durable et soutenable, le rôle de l'Etat doit se traduire par la définition d'une politique ambitieuse et volontariste. Cette option de politique économique devra s'appuyer sur un dispositif statistique performant. D'où la place que doit occuper la production statistique dans le budget de l'Etat. Des mesures institutionnelles bien ciblées devront être prises pour accompagner le développement du SNIS.

Ces statistiques doivent être de bonne qualité et disponibles dans les délais pour être utiles. C'est le sens de la souscription au Système Générale de Diffusion des Données (SGDD) et à toutes les autres initiatives allant dans le même sens. C'est aussi le rôle que doit jouer le Conseil National de la Statistique comme organe consultatif du Gouvernement en matière de coordination et de contrôle de qualité.

7.2 L'Appui attendu des partenaires au développement.

Les appuis attendus des partenaires sont essentiellement de deux ordres à savoir les appuis techniques et les appuis financiers.

Sur le plan technique, il importe d'une part d'apporter un appui à la formation initiale dans les écoles et universités, et d'autre part, de renforcer les capacités techniques des personnels en charge des statistiques dans les administrations.

En ce qui concerne les appuis financiers, il faut relever que leur disponibilité permet d'une part, de financer les opérations retenues, et d'autre part, de renforcer les capacités logistiques des services techniques (matériels informatiques et de bureautique, matériel roulant, etc.)

7.3 Actions de plaidoyer.

Dans le souci de mobiliser les ressources budgétaires, l'INS multiplie depuis plusieurs années des activités de plaidoyer qui permettent de sensibiliser davantage le Gouvernement, notamment le ministre chargé de la statistique et le ministre chargé des finances sur la nécessité de doter le SNIS des moyens accrus. Ces activités de plaidoyers se font généralement à l'occasion de la présentation des résultats des comptes nationaux, des recensements et des enquêtes.

La Journée Africaine de la Statistique offre aussi une opportunité pour mener des activités de plaidoyer. La sensibilisation des partenaires au développement se fait à l'occasion des réunions des utilisateurs, de la participation aux réunions multi bailleurs de fonds ou de celles des différentes agences du Système des Nations Unies représentées au Cameroun (PNUD, UNFPA, UNICEF, etc.) et regroupées dans le cadre du plan cadre de l'assistance du Système des nations Unies au Cameroun⁶

⁶ UNDAF

En matière de transparence dans la gestion des fonds mis en place par les partenaires, le coût total des opérations et le plan de financement sont, une fois validés, communiqués à tous les bailleurs impliqués. Des comptes rendus techniques et financiers périodiques, ainsi que le rapport d'exécution budgétaire sont produits et diffusés.

7.4 Les actions prioritaires

L'objectif visé est de mettre les conditions suffisantes pour la production des données et des indicateurs statistiques pour le suivi et l'évaluation de la politique et de la stratégie de réduction de la pauvreté d'une part, et pour la mesure des progrès dans la réalisation des OMD. Ainsi, le plan d'action à court et à moyen termes prévoit la réalisation des activités prioritaires suivantes :

- Le renforcement des capacités de l'INS pour lui permettre de jouer son rôle d'appui technique aux services statistiques des ministères sectoriels.
- La finalisation de la SNDS et l'élaboration du cadre budgétaire à moyen terme de la statistique.
- Le renforcement du dispositif de collecte pour permettre l'élaboration des indicateurs fiables, pertinents et à jour dans le secteur rural.
- La réalisation du programme statistique prioritaire qui comprend des opérations lourdes d'envergure nationale telles que les recensements et les grandes enquêtes socioéconomiques et sociodémographiques périodiques. La collecte et le traitement des données des sources administratives sont également des activités retenues.
- Le renforcement de la collaboration entre les organes de coordination que sont le CNS, l'INS et les services sectoriels intervenant dans la collecte et l'exploitation des statistiques.
- La mobilisation accrue des financements destinés aux opérations statistiques.
- La dotation des services statistiques sectoriels en ressources humaines et en moyens logistiques pouvant faciliter la collecte et l'exploitation des informations utiles pour le suivi et l'évaluation des stratégies de développement sectoriel./-

Annexe 1 : Indicateurs économiques et sociodémographiques

Macroéconomie

N°	Indicateurs		Valeur	Années	Source
1	Taux de croissance du PIB		2,4	2005	Comptes Nationaux
2	Taux d'inflation annuelle		2,0		
3	PIB à prix courant (milliards F CFA)		8960,0		
4	Commerce Extérieur	Importation CAF (million de F CFA)	1,524		INS
5		Exportation FOB (million de F CFA)	1,476		
6	Taux d'activité (en%)	Hommes	74,8		EESI
7		Femmes	68,3		
8		Ensemble	71,5		
9		Urbain	58,9		
10		Rural	78,8		
11	Taux de la main d'œuvre découragée parmi les inactifs (en%)		4,9		
12	Taux de chômage (BIT)	Hommes	4,2		
13		Femmes	4,6		
14		Ensemble	4,4		
15		Rural	1,7		
16		Urbain	10,7		
17	Taux de chômage élargi	Hommes	5,2		
18		Femmes	7,3		
19		Ensemble	6,2		

N°	Indicateurs		Valeur	Années	Source
	Taux de sous-emploi	Hommes	68,3	2005	EESI
		Femmes	83,6		
		Ensemble	75,8		
		Rural	83,6		
		Urbain	68,3		
		Visible	12,1		
		Invisible	69,3		
	Taux d'informalité		90,4		
	Taux de pluriactivité		37,0		
22	APD reçu par habitant \$US		55,0	2001	
23	Pauvreté	Incidence de la pauvreté (%)	40,2	2001	ECAM 2
		Sévérité de la pauvreté (%)	13,8		
		Profondeur de la pauvreté	31,8		
	Indicateur de développement humain		0,497	2003	PNUD 2005

- Secteur Informel

Indicateurs	MILIEU		SECTEUR D'ACTIVITE			CAMEROUN
	Urbain	Rural	Industrie	Commerce	Services	
Répartition des UPI par secteur						
% Industrie	30,7	56,2				45,8
% Commerce	36,0	22,6				28,1
% Service	33,3	21,2				26,1
Conditions de travail						
% d'UPI avec local	24,5	12,3	10,5	22,7	23,2	17,3
Dont % d'UPI disposant d'eau courante	6,4	3,1	5,9	2,2	7,4	5,0
% d'UPI disposant d'électricité	55,9	39,3	46,0	37,1	64,4	49,0
% d'UPI disposant du téléphone	20,7	6,4	14,1	13,3	16,5	14,7
Organisation du travail						
Taux de salarisation (en %)	11,8	5,1	10,2	2,9	8,4	7,9
Taille moyenne des UPI	1,5	1,5	1,6	1,3	1,5	1,5
Caractéristiques des actifs informels						
% des femmes	48,6	59,0	57,3	54,2	50,4	54,7
% des enfants d'au plus 17 ans	10,7	17,9	16,7	14,1	12,5	14,9
% des jeunes de 18 à 24 ans	22,7	16,8	18,8	15,5	23,5	19,2
Niveau moyen d'études (en année)	7,0	4,4	5,0	5,3	6,6	5,5
Ancienneté moyenne dans l'emploi (en année)	4,3	6,6	6,8	4,7	4,5	5,7
Revenus et durée de travail						
Revenu mensuel moyen par actif (en FCFA)	41 900	21 000	22 100	34 900	38 400	29 600
Revenu mensuel médian (en FCFA)	22 000	7 000	8 000	14 000	20 000	11 000
Durée hebdomadaire moyenne (en heure)	43,1	27,4	26,4	41,6	40,1	33,8
Revenu horaire moyen (en FCFA)	226,3	178,6	194,7	195,2	222,6	203,5
Capital						
% d'UPI sans capital	3,6	3,0	1,5	6,5	2,9	3,3
Montant moyen du capital par UPI (en FCFA)	267 100	116 800	137 400	140 400	287 500	177 600
Investissement						
% d'UPI possédant du capital et ayant investi	36,9	33,8	37,3	30,8	35,7	35,1
Montant moyen de l'investissement annuel par UPI ayant investi (en FCFA)	83 500	28 800	39 400	49 800	77 800	52 200
Emprunt						
% d'UPI ayant emprunté au cours des 12 derniers mois	12,4	8,9	9,0	10,7	12,3	10,3
Montant moyen de l'emprunt annuel par UPI emprunteuse (en FCFA)	20 300	5 500	5 900	22 700	9 000	11 400
Poids économique						
Chiffre d'affaires moyennes par UPI (en FCFA)	275 200	104 600	88 100	292 400	196 900	173 800
Production moyenne par UPI (en FCFA)	168 300	70 500	87 600	86 300	175 400	110 200
Valeur ajoutée moyenne par UPI (en FCFA)	95 500	39 800	48 900	68 300	79 800	62 400
Performances économiques						
Productivité apparente du travail (en	62 900	26 800	30 700	50 700	53 000	41 600

Indicateurs	MILIEU		SECTEUR D'ACTIVITE			CAMEROUN
	Urbain	Rural	Industrie	Commerce	Services	
FCFA)						
Productivité horaire du travail (en FCFA)	340	228	272	284	307	287
Productivité apparente du capital (en FCFA)	332	352	302	520	286	339
Perspectives d'intégration dans le secteur formel						
% d'UPI prêtes à se faire enregistrer	26,4	23,8	21,1	27,3	28,8	24,8
% d'UPI prêtes à payer un impôt sur l'activité	42,5	36,4	33,4	44,3	42,7	38,9
Perspectives selon les chefs d'UPI						
% d'UPI ayant un avenir selon l'avis du chef	68,2	75,2	74,1	70,8	70,8	72,3
% des chefs d'UPI désirant voir leurs enfants continuer	42,5	47,6	47,2	45,5	42,6	45,5

- Education

N°	Indicateurs	Valeur	Années	Source
1	Taux net de scolarisation à l'école primaire (6-11 ans)	79,8	2005	EESI
2	Taux d'accès à l'école primaire	97,2	2002	Carte scolaire 2003
3	Taux d'achèvement à l'école primaire	59,6		
4	Indice de parité filles/garçons primaire	0,85		
5	Indice de parité filles/garçons au niveau secondaire	0,82		
	Indice de parité filles/garçons secondaire général	0,88		
6	Indice de parité filles/garçons secondaire technique	0,62	2004	Annuaire statistique MINEDUC
7	Taux d'achèvement primaire	56,8		
8	Taux de redoublement du primaire	25,3		

- Santé et nutrition

N°	Indicateurs		Valeur	Années	Source
1	Améliorer la santé maternelle	Proportion d'accouchements assistés par un personnel médical qualifié	61,8	2004	EDS 3
2		Nombre des décès maternels sur 100 000 naissances vivantes	669		
3	Taux de prévalence due VIH/SIDA parmi la population sexuellement active (15 à 49 ans) (%)		5,5	2004	
4	Prévalence du paludisme dans les groupes cibles (Femmes enceintes et enfant de 0 à 5 ans) (%)		45,9	1997	
5	Taux de couverture vaccinale (%)	BCG	89,5	2005	ECV
6		DTC 3	74,5		
7		Polio 3	72,8		
8		Rougeole	70,7		
9	Rapport de mortalité maternelle pour 100 000		669	2004	EDS 3
10	Taux de mortalité infantile (en ‰)		74	2004	EDS3
11	Taux de mortalité juvénile (en ‰)		75		
Autres indicateurs sanitaires					
	Nombre d'habitants par médecin		5 732	2004	Carte sanitaire 2005
	Nombre d'habitants par infirmier		2 002		
	Nombre d'habitants par aide soignant		2 741		
	Nombre de lits d'hôpitaux pour 100 000 habitants		7		
	Nombre d'habitants par lits d'hôpital		836		
	Personnel médical dans le secteur public			2004	
	Médecins		1 794		
	Infirmiers		4 972		
	Aides-soignants		3 533		
	Personnel médical dans le secteur privé			2004	
	Médecins		1 172		
	Infirmiers		3 520		
	Aides-soignants		2 668		
	Total		7 360		
	Effectif des Hôpitaux selon la catégorie			2004	
	Grands hôpitaux		22		
	dont du public (%)		82		
	Centre médical d'arrondissement		284		
	dont du public (%)		50		
	Centre de santé et assimilés		2 510		
	dont du public (%)		50		
	Autres hôpitaux		258		
	dont du public (%)		50		

ETUDES DISPONIBLES

- **Enquête Nationale de Couverture Vaccinale des enfants de 12 à 23 mois au Cameroun**
 - ◇ Rapport définitif
 - ◇ Les statistiques par province/grande ville
- **3^{ème} Enquête Démographique et de Santé au Cameroun (EDSC III), 2004**
 - ◇ Rapport principal
 - ◇ Rapport de synthèse
 - ◇ Dépliant
- **Enquête sur le suivi des dépenses publiques et la satisfaction des bénéficiaires dans les secteurs de l'Éducation et de la Santé**
 - ◇ Rapport principal — Volet Santé
 - ◇ Rapport de synthèse—Volet Education
- **Enquête de base sur le développement du jeune enfant dans la province de l'Adamaoua, 2003**
- **Deuxième Enquête camerounaise auprès des ménages, ECAM II, 2001**
 - ◇ Pauvreté et Gouvernance
 - ◇ Pauvreté subjective
 - ◇ Pauvreté et Santé
 - ◇ Pauvreté et Education
 - ◇ Pauvreté et Marché du travail
 - ◇ Evolution de la Pauvreté au Cameroun entre 1996 et 2001
 - ◇ Document de Méthodologie
- **Enquête sur le cadre de vie des ménages de Douala et de Yaoundé, 2003**
 - ◇ Méthodologie générale et synthèse des résultats de l'ECAM II sur l'activité et la consommation des ménages
 - ◇ Résultats pour la ville de Yaoundé
 - ◇ Résultats pour la ville de Douala
 - ◇ Résultats par arrondissement pour la ville de Yaoundé et de Douala
- **Etude sur la formation des prix des produits vivriers dans les centres urbains, 2003**
- **Mise en application du plan comptable des établissements de crédits: Nouvelle DSF et nouveau Plan comptable des établissements de crédits;**
- **Le Tableau de Bord sur la Situation des enfants et des femmes au Cameroun, 2002**
- **Enquête sur les Dépenses des Ménages, EDM 2000**
- **Multiple Indicators Cluster Surveys (MICS)2000 :**
Rapport principal et Synthèse des résultats
- **Statistiques générales sur le système éducatif camerounais en 1999/2000**
- **Bulletin trimestriel de conjoncture, n° 01 à 23**
- **La note du Commerce extérieur au Cameroun ,année 2005**
- **Manuel des concepts et définitions utilisés dans les publications statistiques officielles au Cameroun, Mai 2005, 4^{ème} édition**
- **Nomenclatures des activités et produits du Cameroun**

VIENT DE PARAITRE

- **Enquête sur l'emploi et le secteur Informel (EESI) 2005: Phase I, Enquête Emploi**
 - ◇ Rapport principal
 - ◇ Dépliant
- **Bulletin trimestriel de conjoncture, n° 24**
- **Évolution des prix à la consommation finale des ménages au cours de l'année civile 2005**
- **Évolution des prix à la consommation finale des ménages au cours du premier trimestre 2006**
- **Cameroun en chiffres 2004, édition bilingue 2005**
- **Annuaire statistique du Cameroun 2004**
- **Les comptes nationaux du Cameroun 1993—2003 (Comptes définitif, Support papier et Cd-rom)**
- **Enquête de Base sur le développement du jeune enfant dans la province de l'Adamaoua (EBA)**

A PARAITRE

- **Enquête sur le suivi des dépenses publiques et la satisfaction des usagers dans les secteurs de l'Éducation et de la Santé (PETS): Rapport principal, Volet 1 & 2**
- **Enquête de suivi du développement du jeune enfant dans la province de l'Adamaoua (ESA)**

EN COURS DE FINALISATION

- **Enquête sur l'emploi et le secteur Informel (EESI) 2005: Phase II , Secteur Informel**

EN COURS DE REALISATION

- **Enquête sur le suivi des dépenses publiques et la satisfaction des usagers dans les secteurs de l'Éducation et de la Santé (PETS): Analyses thématiques**
- **Multiple Indicators Cluster Surveys (MICS) 2006**
- **Rapports sur le suivi/évaluation des OMD**
- **Indice du Coût de la Construction au Cameroun, 2006**
- **Annuaire statistique du Cameroun 2006**
- **Cameroun en chiffres 2006**

Toutes ces publications sont également disponibles en version anglaise, sur CD-ROM et sur notre site dans les deux langues officielles.
www.statistics-cameroon.org

Institut National de la Statistique ,
Sous Direction des Études et de la Normalisation Statistiques

CONTACT:

Tél. (237) 222 04 45 /222 54 21
Fax: (237) 223 24 37

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix—Travail—Patrie

INSTITUT
NATIONAL DE
LA STATISTIQUE

CATALOGUE DES
PUBLICATIONS

Août 2006

PERIODIQUES

	Titre	Périodicité	Domaine de couverture	Disponibilité
1	<i>Annuaire statistique du Cameroun</i> 10 000 F CFA	Annuelle	<i>Recueil de données statistiques sous forme de tableaux et illustrations graphiques, ainsi que d'autres informations couvrant tous les domaines de la vie nationale : le cadre de vie et l'organisation territoriale, la démographie et les affaires sociales, les activités économiques et la position du Cameroun dans le monde.</i>	<i>Annuaire 2004, Ed. 2004 (Uniquement sur Cd-rom)</i>
2	<i>Cameroun en chiffres</i> 2 000 F CFA	Annuelle	Une présentation en raccourci des principaux indicateurs de l'activité économique et sociale sous forme de tableaux statistiques non commentés.	<i>Année 2004 Ed. OCTOBRE 2005</i>
3	<i>Étude économique et financière des entreprises</i> 4 000 F CFA	Annuelle	Une analyse statistique des données recueillies à travers les DSF des entreprises du secteur moderne et des institutions financières. Elle permet ainsi d'apprécier la performance de l'économie nationale par l'analyse du rendement économique et financier des entreprises d'une part et la structure des bilans des entreprises, d'autre part	<i>Année 2003 et 2004</i>
4	<i>L'industrie Camerounaise</i> 4 000 F CFA	Annuelle	<i>une présentation situationnelle, analysée et commentée, du secteur industriel pour une année et une évolution comparative sur un échantillon constant des entreprises du secteur.</i>	<i>Année 1998/1999 Ed. Octobre 2000</i>
5	<i>Bulletin trimestriel de conjoncture</i> 2 000 F CFA	Trimestrielle	Une présentation analysée et commentée de l'opinion des chefs d'entreprises sur les principales tendances des trois (03) derniers mois et une anticipation prospective dans les secteurs de la production industrielle (indice de la production), des prix à la consommation; du commerce extérieur; de la situation monétaire; des perspectives à court terme de l'économie nationale.	<i>3^{ème} trimestre 2005 N° 023 ~ Ed. JANVIER 2006</i>
6	<i>Le Commerce extérieur du Cameroun</i> 3 000 F CFA	Annuelle : Année civile & budgétaire	Analyse des statistiques du commerce extérieur (importations et exportations en quantité et en valeur et par pays de provenance ou de destination) au cours d'une année (civile ou budgétaire). La situation est généralement vue en glissement annuel et par rapport à un trend passé sur 4 à 5 ans.	<i>Année 2005</i>
7	<i>La Note rapide du Commerce extérieur</i>	Mensuelle Trimestrielle Semestrielle	Présentation des statistiques du commerce extérieur (importations et exportations en quantité et en valeur et par pays de provenance ou de destination) par mois, par trimestre ou par semestre, avec une brève analyse en évolution et en glissement.	<i>A jour</i>
8	<i>Évolution des prix à la consommation finale des ménages</i> 2 000 F CFA	Mensuelle Trimestrielle Annuelle	Compilation de séries de relevés mensuels des prix à la consommation finale des ménages, couvrant les 10 chefs-lieux de province et les villes de Bafia et Edéa pour corriger Yaoundé et Douala.	<i>A jour</i>
9	<i>Les Comptes nationaux du Cameroun</i>	Annuelle	<i>Présentation sous différents formats des résultats de la Comptabilité Nationale selon le SCN 93. Des tableaux de synthèses et des agrégats de la situation macroéconomique du pays à prix courants et à prix constants.</i>	<i>Des 1993–2003 définitifs. (Support papier et Cd-rom)</i>
10	<i>Manuel de concepts et définitions utilisés dans les publications statistiques officielles au Cameroun</i> 4 000 F CFA	Annuelle	<i>Compilation des concepts et définitions utilisées dans les publications statistiques officielles, et des méthodologie des enquêtes nationales.</i>	<i>Mai 2005 4^{ème} Ed.</i>